

Cette assemblée a été convoquée pour vérifier la mise en œuvre des engagements pris par les états membres. Mon intervention porte sur la situation des personnes non-croyantes en Pologne dans les médias publiques et dans l'éducation et se réfère au

DOCUMENT DE CLOTURE DE LA REUNION DE VIENNE de 1986 où il est écrit que

*(16) ...les Etats participants, entre autres,*

*(16.1) — prendront des mesures efficaces pour empêcher et éliminer toute discrimination*

*fondée sur la religion ou la croyance, à l'encontre d'individus ou de communautés,*

*s'agissant de la reconnaissance, de l'exercice et de la jouissance des droits de l'homme et*

*des libertés fondamentales dans tous les domaines de la vie civile, politique,*

*économique, sociale et culturelle, et assureront l'égalité effective des croyants et des*

*non-croyants;*

*(16.2) — favoriseront un climat de tolérance et de respect mutuels entre les croyants de*

*communautés différentes, ainsi qu'entre croyants et non-croyants;*

Des athées, des agnostiques, des humanistes, des rationalistes, des libres penseurs ou tout simplement des personnes qui ne trouvent aucune raison pour faire partie d'une religion constituent en Pologne entre 5 et 25 pour cent de la population. Le chiffre le plus vraisemblable c'est 10 pour cent d'une nation qui compte à présent 36 millions de personnes.

Les non-religieux sont la plus grande minorité philosophique en Pologne après les membres de l'Eglise catholique romaine. C'est une communauté plusieurs fois plus grande qu'aucune communauté religieuse minoritaire. Malgré ce fait et malgré le fait que les libres penseurs depuis des générations donnent une large contribution à la vie culturelle et sociale du pays la minorité non-croyante reste absente dans les médias publiques. Les médias publiques en Pologne c'est plusieurs chaînes de télévision et de radio qui couvrent tout le pays et plusieurs stations régionales.

Malgré de nombreux efforts de la part des organisations qui représentent les non-croyants, les médias publiques en Pologne restent fermés aux besoins de la plus grande minorité philosophique du pays. Il existe bien sûr la rédaction catholique avec une présence de plus en plus grande dans le programme des médias publiques. Il faut ajouter que c'est une présence qui représente le point de vue de l'épiscopat catholique et pas forcément des opinions des catholiques polonais.

Il y a aussi une petite rédaction écumenique avec une trentaine de minutes de programme hebdomadaire préparé par quelques églises minoritaires. Les non-croyants restent muets dans leur propre pays comme s'il étaient des citoyens d'une seconde catégorie. Je voudrais bien

entendre de la part de la représentation de la Pologne à cette conférence comment le gouvernement polonais veut terminer cette honteuse discrimination. Nous, les non-croyants nous payons aussi pour les médias publiques en Pologne et ce n'est pas pour soutenir seulement la présence de l'Eglise catholique et son quasi monopole médiatique. Nous en avons assez et nous demandons au gouvernement polonais de réagir.

Un autre point fragile et parfois douloureux pour la minorité non-croyante c'est l'éducation nationale. Depuis l'introduction des cours de religion catholique en 1990 dans les établissements publics, la situation des enfants et des jeunes des familles non-catholiques n'arrête pas de s'aggraver. Depuis deux ans les gouvernements de la droite sous la pression de l'Eglise catholique prépare deux nouvelles initiatives qui vont enraceriner la présence de la religion dans le système de l'éducation et marginaliser encore plus les jeunes non-croyants. D'abord la note de religion va compter comme les notes des autres matières d'étude. Ce qui va poser dans une situation délicate et pas égale tous ceux qui ne fréquentent pas les cours de religion. La note de religion est en général une bonne note, facile à obtenir et cette note va manquer aux mineurs non-croyants. Pour nous c'est une façon d'augmenter la pression sur les enfants et parents non-croyants afin de les faire participer aux cours de religion car cela va leur donner des profits. C'est une façon pour augmenter la pression sur la catholicisation de la société en utilisant les institutions publiques.

Le second projet c'est l'idée d'introduire la religion comme un des examens au baccalauréat. C'est encore un pas pour multiplier la pression dont on vient de parler et faire d'un pays démocratique un état religieux où le choix libre du mode de vie et de convictions privées sera de plus en plus impossible et finalement impensable.

Adam Cioch

Association Polonaise des Libres Penseurs

Polskie Stowarzyszenie Wolnomyślicieli im. Kazimierza Łyszczyńskiego